Document généré le 19 oct. 2024 17:08

Cap-aux-Diamants
La revue d'histoire du Québec

Une fonction en émergence. Responsable administratif d'une faculté
Entrevue avec Camilien Tremblay

Guy Dinel et Yves Beauregard

Numéro 72, hiver 2003

L'Université Laval : phare du fait français d'Amérique

URI : https://id.erudit.org/iderudit/7435ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)
1923-0923 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Dinel, G. & Beauregard, Y. (2003). Une fonction en émergence. Responsable administratif d'une faculté : entrevue avec Camilien Tremblay. *Cap-aux-Diamants*, (72), 67–71.

Tous droits réservés © Les Éditions Cap-aux-Diamants inc., 2002

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

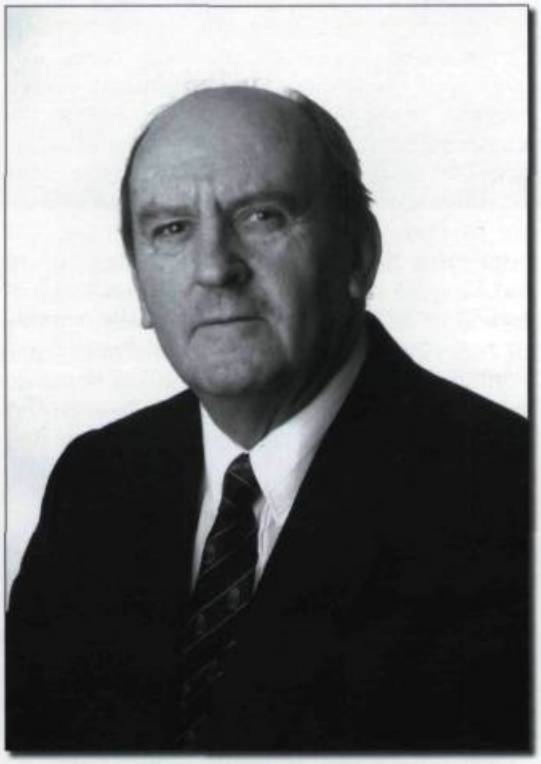
Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

UNE FONCTION EN ÉMERGENCE
RESPONSABLE ADMINISTRATIF D'UNE FACULTÉ

ENTREVUE AVEC CAMILIEN TREMBLAY

PAR GUY DINEL ET YVES BEAUREGARD



Monsieur Camilien Tremblay. (Archives de la Caisse Desjardins de Sainte-Foy).

Yves Beauregard : Parlez-nous d'abord de vous-même, votre famille, votre milieu, votre formation académique.

Camilien Tremblay : Mes origines sont du Saguenay, car je suis né à Chicoutimi, mais j'ai surtout vécu à Sillery à partir de 1944. Mon père était responsable de la maintenance au Couvent Jésus-Marie. J'ai passé toute ma jeunesse dans une des plus belles maisons, à côté de la vieille église de Sillery, à la pointe à Puiseaux. Vers 1957, lorsque nous sommes déménagés à Sainte-Foy, mon père travaillait pour la commission scolaire de cette ville. J'ai fait mon primaire à côté de la maison, dans la petite école qui s'y trouvait. Fils unique, j'ai été pensionnaire au Collège de Lévis pendant huit ans pour y faire mon cours classique. J'ai beaucoup aimé ce séjour au collège, car j'étais très sportif et j'avais beaucoup de liberté de ce côté-là. Après la Rhétorique, je me suis inscrit pendant un an à des cours à la Faculté de commerce. En 1957, je suis entré sur le marché du travail, au Service de santé du Québec. J'ai gardé ce poste jusqu'en 1960 tout en continuant mes études le soir pour compléter mon cours de sciences commerciales pour l'obtention du RIA.

Guy Dinel : Pouvez-vous nous expliquer comment vous êtes entré au service de l'Université Laval?

C.T. : En 1960, M. Louis-Philippe Bonneau, qui était doyen de la Faculté des sciences et, en même temps, président de la commission scolaire, a dit à mon père : «J'aurais besoin de quelqu'un pour faire de l'administration avec un doyen». Les doyens avaient beaucoup de responsabilités et il voulait les dégager un peu. J'y suis allé et j'ai rencontré le docteur Louis Cloutier, alors secrétaire de la faculté, qui m'a dit : «Tu commences la semaine prochaine». Je suis donc entré en poste à la Faculté des sciences le 22 août 1960 et, à titre de chef de secrétariat de direction, je crois avoir été le premier à faire de l'administration dans une faculté. À cette époque, la faculté était située sur le boulevard de l'Entente et était constituée de l'École de chimie qui, outre la chimie, comprenait la physique, la biochimie et l'École de pharmacie. Il y avait aussi l'École des mines qui, outre les mines et la métallurgie, regroupait le génie mécanique, le génie électrique, les mathématiques, la géologie, la biologie et le génie civil. Comme j'étais dans l'administration, j'ai été impliqué dans la construction des pavillons Vachon et Pouliot sur le nouveau campus de Sainte-Foy. Je n'ai pas travaillé sur les plans de ces constructions, mais j'ai surtout participé au déménagement. Cette opération a duré deux ans, car elle s'est réalisée durant l'été pour ne pas déranger les activités académiques de 1962 et de1963. Sur le boulevard de l'Entente, il y avait aussi le pavillon Alexandre-Vachon, qui regroupait l'aumônerie, des bureaux et, au deuxième étage, une salle d'examens pouvant accommoder 250 personnes. Il y avait enfin le pavillon Pollack où on prenait les repas.

G.D : Lorsque vous étiez sur le boulevard de l'Entente, comment se passait la gestion courante puisque l'administration générale, notamment les services des finances et du personnel, était encore dans le Vieux-Québec?

L'École des mines (à droite) et l'École de chimie (à gauche), sur le boulevard de l'Entente, vers 1950. Photo Moderne enr. (Division des archives de l'Université Laval).

C.T. : Nos liens principaux avec l'université étaient avec les services du personnel, des finances et des terrains et bâtiments. Ce dernier service avait ses propres employés sur le boulevard de l'Entente parce qu'on avait notre propre chaufferie. Ces gens- là n'étaient cependant pas sous mes ordres. Mes principaux contacts étaient M. Georges Lavigne, directeur du Service du personnel, MM. Viateur Rousseau et Charles Chamard (contrôleur), du Service des finances, et le procureur, le chanoine Émile Jobidon.

G.D. : Est-ce que vos conditions de travail étaient bonnes à cette époque?

C.T. : C'était bon. On était dans le marché. Je gagnais 80 $ par semaine. Pour l'époque, c'était un bon salaire. On était aux premiers temps des syndicats et, pour plusieurs, le but était surtout d'obtenir la sécurité d'emploi et un fonds de pension. Dans le temps, travailler à l'Université Laval était comme entrer au gouvernement. La sécurité d'emploi permettait à un employé de passer d'un département à l'autre s'il n'aimait pas son travail. Mais on avait aussi des employés qui étaient là depuis des années. Quand j'ai commencé à travailler sur le boulevard l'Entente, nous étions environ 57 employés, mais les effectifs sont passés à près de 270 dans les années 1975-1976 lorsque la recherche s'est développée.

Y.B. : Quel est le plus ancien employé qui vous avez connu?

C.T. : Il y a eu un M. Dzor qui était entré en 1936-1937. En physique, un M. Careau, un appariteur, était là depuis les débuts de la faculté (1937). De leur côté, les professeurs Boies et Cloutier ont été parmi les premiers diplômés en sciences au début des années 1920, avant d'accéder à un poste de professeur. Depuis mon entrée en fonction au pavillon des sciences jusqu'à mon départ, en 1994, il y a eu dix doyens et j'en ai connu neuf. Je n'ai pas connu le premier, M[gr] Alexandre Vachon, parce qu'il est parti pour Ottawa. Par contre, j'ai bien connu MM. Adrien Pouliot, Cyrias Ouellet et Louis-Philippe Bonneau. En fait, j'en ai eu sept comme patron à la Faculté des sciences.

G.D. : Les débuts de la syndicalisation à l'université remontent à 1946; les employés de l'université s'étaient alors regroupés avec ceux du Séminaire de Québec. Lorsque vous êtes entré, en 1960, est-ce que cela se passait bien?

C.T. : Oui, on ne parlait pas de grève. Les gens voyaient le syndicat comme un moyen de préserver la sécurité d'emploi et de pouvoir postuler pour des postes. Je pense que les gens se sentaient heureux et ils étaient bien traités. C'était la période d'après-guerre. Plusieurs disaient qu'ils allaient être à l'université jusqu'à leur mort. Il y a eu un M. Fernand Bouchard, un souffleur de verre, qui a quitté à 73 ans.

G.D. : Quels étaient les liens entre le personnel administratif et le corps professoral?

C.T. : Dans les premiers temps, les employés étaient bien considérés par la plupart des professeurs, car on voyait en eux de précieux auxiliaires. À une autre époque, un peu plus tard, il y a eu un certain snobisme face aux employés. Moi, personnellement, je ne l'ai pas ressenti, car mes contacts avec les professeurs ont toujours été très bons. Il se créait peut-être plus de liens entre professeurs et employés à l'époque du boulevard de l'Entente parce que nous étions plus isolés du reste du campus. C'était plus une équipe de travail. Moi, j'avais l'habileté de participer au travail avec 40 ou 45 employés. Je ne voulais pas qu'on me prenne pour quelqu'un qui était là pour les surveiller. Au cours de mes 35 ans de carrière, je n'ai jamais eu de problèmes avec les gens qui ont été sous ma responsabilité.

G.D. : Est-ce qu'il y avait des activités sociales?

C.T. : Non, j'ai essayé d'organiser une grande activité dans les années 1970, mais cela n'a pas fonctionné. Entre la physique qui était complètement au nord du pavillon Vachon et le génie civil qui était à l'extrême sud du pavillon Pouliot, il y avait autant de différence qu'entre la Faculté des sciences et la Faculté des lettres. On serait surpris de savoir combien de professeurs de génie civil ne connaissaient pas les gens de physique. En 1985, quand M. François Tavenas, professeur de génie civil, s'est présenté comme recteur, beaucoup de professeurs de physique ne le connaissaient pas. Quand on a déménagé sur le campus, il y a eu des activités auxquelles les employés et leur conjoint ont été invités et qui ont bien fonctionné. Cependant, les partys de Noël n'étaient pas organisés au niveau facultaire, mais au niveau départemental.

G.D. : Est-ce que les employés participaient au Festival des sciences?

C.T. : Non, c'était une activité pour les étudiants. J'étais le seul à participer, surtout les dernières années. Et c'était pour agir sur le plan de la sécurité. En effet, c'est moi qui devais accepter ou refuser les fameuses prises pour la course à l'exploit!

G.D. : Quel était votre rôle comme responsable administratif au sein de la Faculté des sciences et de génie?

C.T. : C'était surtout de faire un lien entre les départements, de m'occuper des relations de travail pour le personnel administratif et de répondre aux besoins des professeurs. Ces derniers avaient souvent besoin de moi pour des problèmes de salaires avec leurs employés de recherche et pour des demandes de toutes sortes, notamment lorsqu'ils partaient en voyage. Les commandes de marchandises, les demandes d'achats et l'engagement des étudiants pour la recherche sont d'autres tâches qui m'incombaient. J'assurais le lien entre le corps professoral et les services de l'université. J'ai eu plus de responsabilités que d'autres adjoints administratifs en regard de la maintenance des pavillons. C'est ce qui m'a amené à m'occuper beaucoup de transformation de pavillons et d'aménagement de locaux, surtout à compter de 1985 sous le décanat de monsieur Tavenas. C'est ce qui m'a amené aussi, lors de ma retraite, en 1994, à l'âge de 57 ans, à collaborer avec Denis Rochon et Robert Desmeules, chargés de projet, au déménagement de l'École des arts visuels. Monsieur Gervais m'a alors demandé de participer au projet de l'agrandissement du pavillon Pouliot et de son réaménagement. J'ai pu travailler à la logistique avec les ingénieurs et les architectes, car je connaissais le pavillon par cœur. À cette époque, de 1994 à 1998, j'ai travaillé à temps partiel.

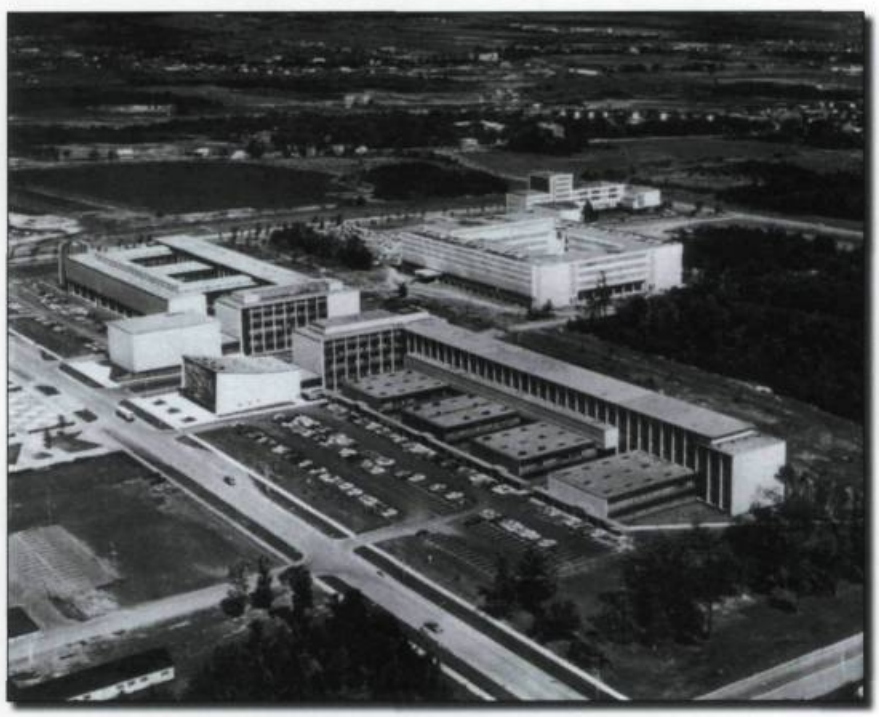
Y.B. : Quand vous aviez du personnel à choisir, est-ce que vous subissiez des influences?

C.T. : Oui, il ne faut pas se le cacher, c'était une pratique courante dans le temps, surtout à cause de la sécurité d'emploi. À l'époque, des situations où des parents côtoyaient leurs enfants au travail, il y en avait dans toutes les facultés et dans tous les services. Pour ma part, lorsqu'on me proposait une personne, je l'engageais mais je lui disais : «Maintenant que tu es entré, fais ton travail, car je ne te défendrai pas si ça ne fonctionne pas!» J'ai déjà engagé jusqu'à 70 employés dans une année. Ce fut le cas notamment lorsque le Vandegraff fonctionnait à plein régime. On avait alors 25 personnes affectées à l'opération de cet accélérateur. Cela prenait beaucoup de monde sur ces projets-là.

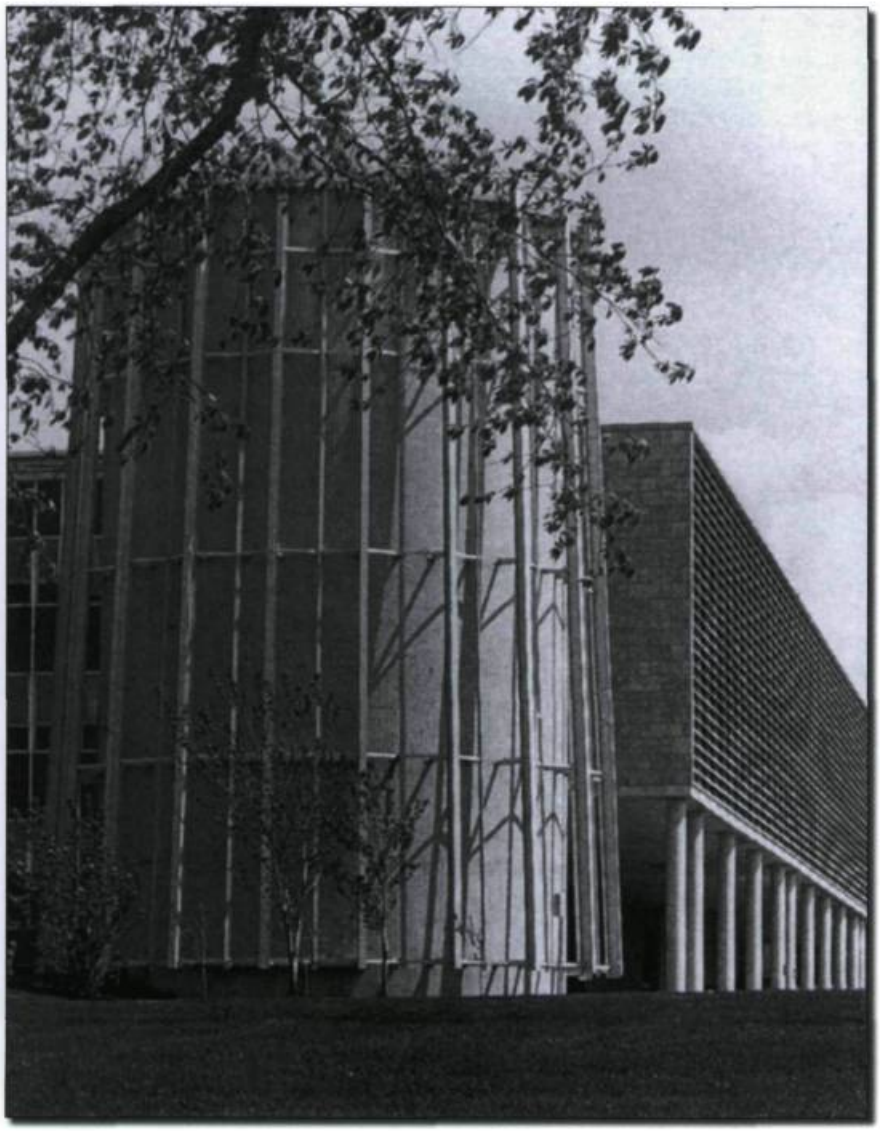
Y.B. : Est-ce que vous aviez les mêmes avantages que les professeurs?

C.T. : Oui. Le stationnement était gratuit. Puis, comme les professeurs, les études de nos enfants étaient gratuites.

G.D. : Vous avez été échevin ou conseiller pour la Ville de Sainte-Foy. Comment se lance-t-on en politique municipale alors qu'on est au service de l'Université Laval?



Pavillons Vachon et Pouliot, Faculté des sciences de l'Université Laval. Photo Pierre Cayer. (Services des ressources pédagogiques).



Accélérateur Vandegraff. (Service des ressources pédagogiques).

C.T. : L'université a toujours encouragé les activités extérieures, comme la politique et le bénévolat. Elle les favorisait par des aménagements de temps dans la mesure où le travail était fait!

Y. B. : Au fil des ans, il y a sûrement eu des changements dans les qualifications exigées pour l'engagement des employés?

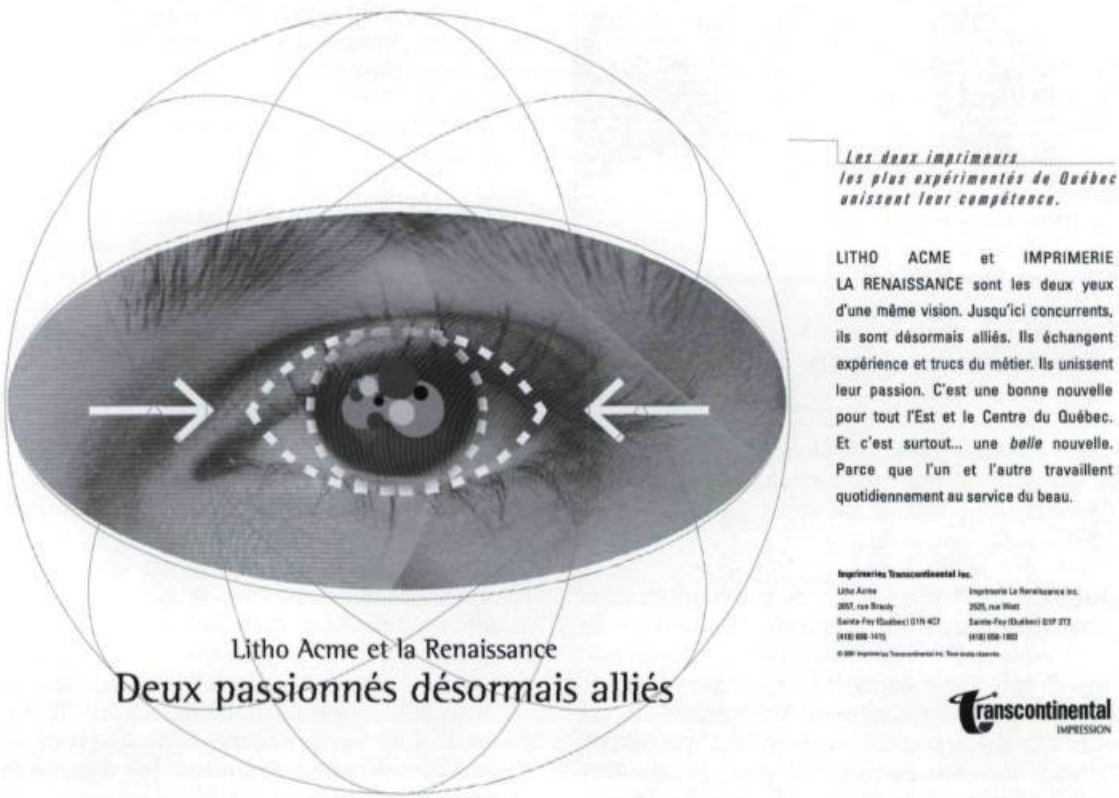
C.T. : Oui. Ce fut principalement le cas lorsque l'on a commencé à utiliser les ordinateurs pour le travail de bureau. Le recours à l'informatique a eu un tel impact que, dans les années 1972-1973, nous avons été obligés de réécrire toutes les descriptions de tâches du personnel. Il y a eu aussi la montée des spécialisations dans différents métiers, notamment avec l'arrivée sur le marché du travail des techniciens formés dans les cégeps. Les employés qui occupaient les anciens métiers sont souvent devenus, avec la formation appropriée, des appariteurs et les autres étaient des techniciens. On faisait des équivalences pour augmenter le salaire de certaines personnes mieux qualifiées. Quand on a commencé à exiger de véritables techniciens munis de diplômes, nos offres de services, par exemple en électronique et en mécanique, précisaient qu'il fallait un diplôme technique d'un cégep.

G.D. : Quel était votre lien, à titre de responsable administratif, avec la faculté et le syndicat?

C.T. : Mes relations avec les syndicats et les associations professionnelles ont été assez faciles. J'ai toujours été très impliqué dans les pré-négociations des contrats de travail. J'ai aussi eu à intervenir, mais pas directement à la table des négociations. J'ai été libéré, par exemple, pour participer aux travaux d'un sous-comité du syndicat pour faire des descriptions de fonctions. Étant le premier entré ici, l'université avait tendance à m'impliquer dans certains dossiers. On me disait alors : «Camilien, qu'est-ce que tu en penses?» Je faisais mes commentaires, c'était mon implication. C'était la même chose lors des négociations pour la convention collective. Je n'avais pas la réputation d'avoir la langue dans ma poche, ce qui me permettait de défendre mon point de vue. Avec MM. Marc Audet, Guy Leclerc et René Madore, tous anciens directeurs du Service du personnel, j'étais souvent impliqué dans les questions de griefs. J'ai aussi été un des fondateurs de l'APAPUL (Association du personnel professionnel de l'Université Laval). Avec Louis Dufresne, Jean-Paul Bouchard, Raymond Dupuis, Raymond Wayland et une douzaine d'autres personnes, nous avons formé cette association professionnelle à la fin des années 1960. Par la suite, j'ai été membre d'un comité de travail chargé de régler les cas de griefs. En outre, pendant la grève de 1976, j'ai toujours eu accès aux bureaux de la faculté. Je venais tous les jours pour assurer une surveillance, car on avait une animalerie, pour la poursuite de certains projets de recherches qu'on ne pouvait pas interrompre immédiatement et pour m'occuper du courrier qui entrait. Durant la grève, on avait un bureau à l'Auberge des Gouverneurs, d'où on pouvait s'occuper des demandes de certains professeurs, notamment ceux qui étaient en congé sabbatique. Pour se dépanner, on devait faire des chèques à la main. À la fin de la grève, entre 800 et 900 poches de courrier s'étaient accumulées. Cela a pris trois semaines avec trois appariteurs pour démêler tout ce courrier. Moi, je n'étais pas regardant. Quand quelqu'un avait besoin de moi, je lui disais : «Appelle pas un autre gars, je vais t'aider», autant pour pousser un classeur que

pour transporter des boîtes. Comme responsable administratif, tu deviens une personne importante. On avait créé le poste d'administrateur au niveau de la faculté pour répondre aux besoins, mais les départements grossissaient et les besoins se sont multipliés. En 1972-1973, on a donc commencé à créer des postes de surintendants de laboratoires à la faculté. Chaque département avait son surintendant pour libérer le directeur de l'administration. Comme il n'avait pas assez de travail pour un poste à temps plein en administration, il fallait que le surintendant soit également compétent dans le domaine où il travaillait. Par exemple, si le poste était en chimie, ça nous prenait un surintendant chimiste. Le travail de surintendant pouvait occuper entre 30 % et 70 % du temps. Ces professionnels relevaient du directeur du département. Moi, je relevais de la direction de la faculté et non de la direction ou d'un service de l'université. Par contre, j'avais à faire respecter les normes de l'université chez nous. C'est cela qui était différent.

G.D. : Quelle était la partie de votre travail qui était la plus difficile?

C.T. : La partie la plus difficile, je pense que c'est toujours le côté humain. C'est le cas notamment quand tu es obligé de remercier des employés que tu connais depuis longtemps. Autant que possible, j'essayais de les diriger vers d'autres unités. À la bibliothèque, il y avait des fonctions de base, comme celle de commis, dont les tâches étaient de classer des volumes. Il y a eu aussi les cas où des professeurs ou des directeurs de département voulaient se départir des services de certaines personnes alors que tout semblait bien aller auparavant. Je leur rappelais alors qu'il y avait une convention collective à respecter et que nous devions aussi nous soumettre aux politiques de l'université. Quand ça ne fonctionnait pas à leur goût, certains allaient voir le doyen mais, souvent, celui-ci ne leur donnait pas raison en disant que leur demande relevait de ma compétence. À mon avis, la plus grosse lacune a souvent été de ne pas bien définir les limites de responsabilités de chacun. Quand c'est fait, cela va beaucoup mieux. D'ailleurs, quand j'ai quitté, c'était parce que la limite définie n'était plus respectée. ◆

Cette entrevue a été réalisée dans le bureau de Guy Dinel au pavillon Jean-Charles-Bonnenfant le 23 octobre 2002.